

Pour diffusion immédiate

LE CANADA A BESOIN D'UNE NOUVELLE ORIENTATION CONCERNANT D'IMPORTANTES ENJEUX DE SANTÉ

Un nouveau sondage démontre l'inquiétude du public à l'égard de la stratégie nationale antidrogue et des coupes budgétaires de la lutte au sida

Toronto, 9 octobre 2008 — Le Réseau juridique canadien VIH/sida et la Société canadienne du sida (SCS) ont lancé un appel au changement, aujourd'hui, quant à deux importants enjeux de santé publique — l'octroi d'un financement stable, par le fédéral, aux programmes de lutte contre le VIH/sida, et l'inclusion des programmes de réduction des méfaits ainsi que de traitements, dans le cadre de la stratégie nationale en matière de drogue. Un nouveau sondage, réalisé pour ces deux organismes par Angus Reid Strategies, indique que les Canadiens aussi souhaitent une nouvelle orientation des politiques sur ces enjeux.

Selon le sondage, neuf Canadiens sur dix (91 %) souhaitent que le financement fédéral pour la lutte contre le sida soit augmenté (44 %) ou maintenu (47 %). L'appui au maintien ou à l'augmentation du financement fédéral pour les programmes sur le sida est largement uniforme à travers les groupes démographiques, les régions et les niveaux de revenu et de scolarité. Il atteint un sommet parmi les femmes (96 %) du Québec, du Manitoba et de la Saskatchewan (95 % chacun), parmi les 18 à 34 ans (94 %), les individus dont le revenu annuel est inférieur à 50 000 \$ et ceux dont le niveau de scolarité est moindre (93 % chacun).

Or, en dépit d'une entente de 2005 entre tous les partis aux Communes, à l'effet que le financement fédéral de la stratégie canadienne sur le sida devrait être augmenté graduellement pendant cinq années, l'an dernier le gouvernement fédéral a fait marche arrière et a commencé à sabrer dans le budget de la lutte au sida — à raison d'une diminution de 15 % en 2007 et du même montant cette année encore. Ce financement inclut des sommes pour la recherche, le soutien communautaire pour les personnes séropositives ainsi que des programmes qui aident les Canadien-nes les plus vulnérables au VIH.

« Pour un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens, l'estime qu'ils entretiennent pour notre pays se fonde sur le sort que nous réservons à nos citoyens les plus vulnérables », a affirmé Monique Doolittle-Romas, directrice

générale de la SCS. « Le financement des programmes de lutte contre le sida est un important facteur de cette mesure. Tous les partis politiques ont pris un engagement unanime à cet égard en 2005 — et ils devraient tenir promesse. »

Pour la question de ce que devrait être l'approche dominante du Canada en matière de politiques sur la drogue – services de traitement de la toxicomanie et programmes de réduction des méfaits, versus judiciarisation et incarcération accrues —, le sondage révèle que les Canadien-nes considèrent que les deux sont nécessaires dans la stratégie canadienne sur la drogue. À l'échelle nationale, une mince majorité (51 %) préfère que l'on priorise la réduction des méfaits et les traitements. Cet appui était le plus marqué en Ontario (52 %), au Québec (53 %), dans les provinces de l'Atlantique (63 %) et en Colombie-Britannique (58 %) — cette province était le pied-à-terre du lieu d'injection supervisée de Vancouver, l'Insite. Cette approche est préférée également par les jeunes Canadien-nes de 18 à 34 ans (à 69 %) et les personnes qui ont une formation universitaire ou plus avancée (à 62 %).

Les comportements non sécuritaires dans l'usage de drogue constituent un facteur clé qui alimente la propagation du VIH et du virus de l'hépatite C, au Canada. Des services de prévention dont l'efficacité a été démontrée scientifiquement, y compris des programmes de réduction des méfaits comme l'échange de seringues et les lieux d'injection supervisée, protègent la vie des personnes qui sont aux prises avec la toxicomanie mais ils protègent aussi le grand public. Cependant, la nouvelle Stratégie nationale antidrogue qu'a adoptée le gouvernement fédéral se concentre exclusivement sur le châtimeur, et elle passe outre aux types de programmes de réduction des méfaits ainsi que de traitements qui s'avèrent efficaces au Canada et dans nombre de pays.

« Le sondage d'aujourd'hui démontre que les Canadien-nes voient l'importance d'une stratégie équilibrée, en matière de drogue, qui inclut les services de réduction des méfaits et de traitement de la toxicomanie », a expliqué Alison Symington, analyste principale des politiques au Réseau juridique. « Nous savons que la "guerre aux drogues" de style états-unien ne fonctionne pas. Il faut une stratégie conçue au Canada et fondée sur des données scientifiques, pour que nos collectivités soient plus sûres et plus saines. »

L'agence de santé publique du gouvernement fédéral signale que près de 60 000 personnes vivent avec le VIH, au Canada, et que l'on diagnostique annuellement quelques milliers de nouveaux cas d'infection à VIH.

Maintenant que la campagne électorale tire à sa fin, quatre des cinq grands partis politiques ont manifesté leur appui à ces enjeux. Le Bloc, le NPD, les Verts et les Libéraux ont tous exprimé leur appui aux programmes de réduction des méfaits et ils ont reconnu la nécessité d'un financement fédéral prévisible et stable pour lutter contre le VIH/sida — soit dans leur plateforme électorale, soit

dans leurs réponses aux questionnaires que leur ont envoyés le Réseau juridique et la SCS.

« Nous avons besoin d'un prochain gouvernement fédéral qui comprend l'impact du VIH/sida sur tant de Canadiens et Canadiennes, en particulier sur les jeunes du Canada », a lancé Angel Parks, coordonnatrice pour les jeunes séropositifs au Comité du sida de Toronto, et qui vit elle-même avec le VIH. « Il faut élire un gouvernement qui est prêt à s'engager à un plan adéquat pour lutter contre le VIH/sida ».

Pour de plus amples renseignements sur le sondage, voir la pièce jointe. Pour plus d'information sur la technique de sondage, voir www.angusreidstrategies.com.

Au sujet de la Société canadienne du sida

La Société canadienne du sida (www.cdnaids.ca) est une coalition nationale de plus de 125 organismes communautaires de lutte contre le VIH/sida, des quatre coins du Canada. Vouée au renforcement de la réponse au VIH dans tous les secteurs de la société, elle travaille aussi à enrichir la vie des personnes et communautés affectées par le VIH/sida.

Au sujet du Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) œuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Il est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

Au sujet du sondage

Le sondage a été mené en-ligne par la firme Angus Reid Strategies, pour le compte de la Société canadienne du sida et du Réseau juridique canadien VIH/sida, auprès d'un échantillon national représentatif de 1 005 Canadien-nes, les 6 et 7 octobre 2008. Les résultats sont considérés exacts avec une marge d'erreur de +/- 3,1 %, 19 fois sur 20.

– 30 –

Pour de plus amples renseignements :

Available in English

Tricia Diduch (*anglais, français*)
Société canadienne du sida
Téléphone : +1 613 230-3580 (poste 130)
Courriel : triciad@cdnaids.ca

Christopher Holcroft (*anglais*)
Empower Consulting, pour le Réseau juridique canadien VIH/sida

Cellulaire : +1 416 996-0767
Courriel : chris_holcroft@yahoo.com